

« Match retour » cont

SOCIAL

Abrogation de la loi retraites, augmentation des salaires et des pensions, plan d'investissements pour les services publics : Tels sont les principaux mots d'ordre de la journée nationale de grève et de manifestation interprofessionnelles, organisée mardi 1er octobre à l'appel de la CGT, la FSU, Solidaires et les organisations de jeunesse. Dans l'Hérault, sept mobilisations sont prévues. Quatre dans le Gard.

Nous pouvons obtenir son abrogation, c'est ce que montre la déclaration de Michel Barnier; le rapport de force est de notre côté. Il faut pousser notre avantage. » La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, veut remettre les enjeux sociaux au cœur du débat public et, parmi eux, celui des retraites, comme elle l'a déclaré lundi 23 septembre au micro de France Info. La veille, le Premier ministre LR Michel Barnier avait affirmé sur le plateau de France 2 être prêt à « ouvrir le débat sur l'amélioration de cette loi pour les personnes les plus fragiles » notamment sur la « pénibilité, les mères de famille, les carrières longues. »

L'abrogation de la loi instaurant la retraite à 64 ans et un allongement à 43 années de cotisations pour une pension à taux plein - adoptée sans vote en avril 2023 -, figure au premier rang des mots d'ordre de la première journée nationale de grève et de manifestation de

la rentrée, organisée mardi 1er octobre à l'appel de trois organisations syndicales : la CGT, la FSU et Sud Solidaires et des organisations de jeunesse dont l'Unef et le Scum à Montpellier.

À l'origine, la date du 1er octobre avait été choisie car elle correspondait à l'ouverture des débats à l'Assemblée nationale sur le futur budget de la Nation et, dans la foulée, l'examen du budget de la Sécurité sociale et donc du financement des pensions de retraite. Mais les tractations entre le président Macron et la droite LR, avec l'extrême droite RN en arbitre, pour accoucher d'un gouvernement à rebours du résultat des législatives anticipées du 7 juillet (plaçant en tête la coalition de gauche, le Nouveau front populaire), ont fortement

2 000
euros bruts : c'est le montant du Smic revendiqué par la CGT. Soit un salaire minimum de 1 600 euros nets.

retardé le calendrier législatif. La date tombe néanmoins à pic puisque c'est ce mardi 1er octobre que le nouveau Premier ministre Michel Barnier prononcera devant les députés son discours de politique générale. Son contenu sera scrupuleusement écouté par les acteurs du mouvement social qui doutent déjà fortement que son gouvernement, encore plus conservateur et à droite que le précédent, soit en capacité de répondre aux besoins urgents des Français.

Outre l'abrogation de la réforme des retraites, deux autres axes charpentent les mobilisations du mardi 1er octobre : les augmentations de salaires et la défense des services

publics. Dans le public comme dans le secteur privé, les salaires, notamment le Smic, ne permettent pas à une grande partie des travailleurs de vivre dignement. D'où la proposition des syndicats, notamment la CGT, de porter à 2 000 euros bruts le niveau du salaire minimum, soit 1 600 euros nets. La mesure permettrait de tirer vers le haut toutes les rémunérations et de remplir les caisses de la protection sociale via les cotisations. Des arguments qui seront relayés à l'Assemblée par les partis du Nouveau Front populaire qui ont fait des hausses des salaires un pilier de leur programme et qui n'ont pas renoncé à gouverner.

Crise démocratique

Reçue mercredi 25 septembre au matin à Matignon par le Premier ministre, Sophie Binet a expliqué avoir mis en garde Michel Barnier sur la question salariale : « Il n'est pas question de prétendre augmenter le salaire net en baissant le salaire brut ».

Quant aux services publics, piliers du modèle social, ils ne peuvent pas continuer à faire les frais d'une politique fiscale qui a asséché les finances publiques soulignent les syndicats mobilisés mardi prochain. Mercredi 25 septembre, le nouveau ministre du budget, le macroniste, Laurent Saint-Martin, a annoncé que le déficit public de la France pourrait dépasser 6 % du PIB. La cause selon lui ? Des recettes fiscales « moins importantes » que prévues et « l'attentisme » de certains acteurs économiques refroidis par le climat politique hexagonal.

Face à cette crise à la fois démocratique, économique et sociale, la CGT propose d'organiser, de grandes conférences de financement sur les retraites et les services publics, en mettant sur la table toutes les sources de financement possibles, Sans tabou !

EV.

Manifestation à Montpellier, le 7 mars 2023, contre la réforme des retraites. PHOTO AFP



ÉDITORIAL

Françoise Verna

Une mobilisation nécessaire face à l'austérité

Le mouvement social doit tenir le pavé et s'imposer dans le débat public pour empêcher la fuite en avant austéritaire du nouveau gouvernement. Un attelage fomenté par le président Macron et la droite LR, minoritaires tous deux, pour ne rien changer en matière de politique économique et sociale en France.

C'est pourquoi la journée nationale de grève et de manifestation interprofessionnelle organisée mardi 1^{er} octobre à l'appel de trois syndicats, la CGT, la FSU et Solidaires, ainsi que des organisations de jeunesse, est importante.

Car d'autres choix sont possibles et, surtout, nécessaires pour permettre aux salariés, aux étudiants, aux retraités, aux familles de vivre dignement, sans payer les pots cassés d'une politique de l'offre en total échec. Importante car le Premier ministre LR Michel Barnier, les deux ministres macronistes du budget et de l'économie, Laurent Saint-Martin et Antoine Armand, clament sur le déficit abyssal du pays, promettant des larmes et du sang, préparant ainsi les esprits au pire et tendant le piège de la résignation. Or, de l'argent, il y en a. Pour relancer des servi-

ces publics à l'os, augmenter les salaires, les pensions, les bourses et les minima sociaux. Tout est question de choix politiques.

Aller chercher l'argent

Le courage voudrait qu'une réforme fiscale permette d'aller chercher l'argent du côté des plus riches à savoir chez les détenteurs des hauts patrimoines et les profits des entreprises, pour remplir les caisses de l'État et de la Sécurité sociale. Mais l'option clairement choisie par les macronistes et la droite - avec

la complicité de l'extrême droite - est de baisser les dépenses publiques après avoir, durant sept ans, multiplié les cadeaux fiscaux. Non seulement cette politique du « ruissellement » n'a rien donné ou si peu mais elle va se traduire par des coupes dans les budgets publics. Le résultat sera non pas une relance de l'économie mais l'aggravation de la récession et donc plus de souffrances sociales. De quoi donner du carburant au RN de Marine Le Pen qui n'a que 2027 en tête.

Une raison supplémentaire pour battre le pavé, mardi.

...re la retraite à 64 ans

« Macron reste une figure d'opposition très forte »

ENTRETIEN

Emmanuelle Reungoat est maîtresse de conférences en science politique à l'Université de Montpellier et chercheuse au CEPEL.

Avec son homologue François Buton, Emmanuelle Reungoat vient de publier « Idées reçues sur les Gilets jaunes, un marqueur des luttes sociales contemporaines » aux éditions du Cavalier bleu.

La Marseillaise : Selon vous, quel est le principal carburant de cette rentrée sociale ?

Emmanuelle Reungoat : Beaucoup d'enjeux génèrent de l'opposition au gouvernement. Le contexte engendre des difficultés économiques objectives (vécues) et subjectives (ressenties comme des injustices). Le contexte politique donne l'impression aux gens mobilisés de n'être ni entendus ni considérés. Il y a eu beaucoup de répression et de mépris contre les gilets jaunes d'abord puis les mobilisations syndicales, notamment contre les réformes des retraites. Des milieux populaires et des jeunes qui ne s'étaient jamais mobilisés l'ont fait. Le rapport de défiance est donc important d'autant que les élections n'ont fait bougé ni l'image du gouvernement ni les orientations qui seront proposées. C'est un élément de défiance supplémentaire qui peut aussi produire de la démobilitation. Il est difficile de présager de l'avenir mais Emmanuel Macron reste une figure d'opposition très forte pour une partie de la population.

Est-ce qu'il y a un air de revanche après la mobilisation contre les retraites ?

E.R. : Les rapports de force entre les mouvements sociaux progressistes et les gouvernements sont dans une continuité. Il y a des allers-retours, le passif joue. Certains gouvernements font davantage jouer l'écoute et le dialogue social. D'autres comme le gouvernement Macron sont dans une opposition très fermée aux mouvements sociaux, qui sont une forme de participation politique, de production collective de la vie publique. Beaucoup de réformes progressistes sont passées par les mouvements sociaux : les droits des homosexuels, des femmes, des minorités en général. Ici, on a une délégitimation des mouvements sociaux et donc une régression sur ce qu'est une démocratie et qui peut y participer.

Voyez-vous des points communs entre les gilets jaunes et le mécontentement d'aujourd'hui ?

E.R. : Il y avait à la base du mouvement des gilets jaunes des difficultés économiques



« Il y a désormais une utilisation du droit préventif. » PHOTO DR

réelles et ressenties comme telles. Aujourd'hui, le contexte inflationniste fait qu'elles n'ont pas disparu. Il y a un sentiment d'injustice face aux inégalités. Les gilets jaunes voulaient le retour de l'ISF. On voit que la question de la taxation des plus grandes fortunes reste présente et ne fait pas consensus au sein des gouvernements. L'idée aussi que le résultat des élections ne permettra pas de changer la vie et donc qu'il faut soit s'opposer aux pouvoirs en place, soit lâcher la vie politique. J'ai très peur que le résultat de ces élections produise une démobilitation électorale, un repli sur la sphère privée. Dans les milieux les plus populaires des gilets jaunes, sur les ronds-points, beaucoup étaient déjà éloignés de la politique et ne s'étaient jamais mobilisés.

Avez-vous le sentiment que pour certains le ressort est cassé vis-à-vis des élites, des dirigeants ?

E.R. : Les parcours sont divers. Dans les syndicats, les profils sont plus politisés, ils vont vouloir influencer sur la vie politique. On l'a vu aux législatives avec les prises de position partisans anti-RN et pro-Nouveau front populaire inédites de syndicats comme la CGT. Il y a eu une certaine clarification au niveau des valeurs. Cela fait penser au vote sur le traité constitutionnel en 2005. Faire voter les gens et ne pas tenir compte du résultat peut produire de la mobilisation, du dégoût, de la distance, ou des prises de position plus fortes voire de la radicalisation.

La radicalité peut s'exprimer dans la rue. Peut-il y avoir le risque d'un État autoritaire ?

E.R. : La mobilisation contre la réforme

des retraites a été bien encadrée par les syndicats. Elle n'a pas généré autant de répression et de violence que pour les gilets jaunes par exemple. Mais globalement on assiste de la part de l'État à une hausse très nette de la répression policière et judiciaire pour réprimer les mouvements sociaux voire les criminaliser et les rendre illégaux. On a désormais une utilisation du droit à titre préventif (assignations à résidences...), ce qui ne se voyait avant que contre le grand banditisme ou le terrorisme.

Pourquoi le syndicalisme peine-t-il à mobiliser ? La casse des outils syndicaux ? L'individualisme ?

E.R. : Je serais plus modérée que cela. C'est un procès qui est fait aux syndicats depuis 40 ans. Je trouve que lors de la réforme des retraites, ils ont plutôt fait une démonstration de force tant en capacité de mobilisation que d'encadrement. Des millions de personnes ont été mises dans les rues pendant un temps assez long. Là où c'est difficile c'est qu'ils n'ont pas obtenu gain de cause. On va voir si cela produit de la démobilitation ou au contraire de la combativité. Sur le temps très long, il est vrai que la « désouvriarisation » du monde du travail, les attaques très fortes du statut de fonctionnaire, le développement de l'intérim, des emplois précaires et de turnover ne facilitent pas l'encadrement collectif et la présence de syndicats. Ceci étant, on a vu quelques mouvements sociaux intéressants comme celui des femmes de chambre d'hôtels de luxe. Ou à Montpellier, la mobilisation des livreurs Uber... Le syndicalisme s'adapte à son rythme.

Interview réalisée par Rémy Cougnenc



LES RENDEZ-VOUS

- Montpellier : 11h, au Peyrou.
- Bédarieux : 11h, Maison des syndicats.
- Béziers : 11h, Bourse du Travail.
- Ganges : 11h30, mairie.
- Sète : 10h30, mairie.
- Clermont-l'Hérault : 10h30, Allée Salengro.
- Agde : 11h, Maison des Syndicats.
- Uzès : 10h, mairie.
- Alès : 10h, sous-préf.
- Nîmes : 14h30, Maison Carrée.
- Le Vigan : 18h, sous-préfecture.